MTL. L.7699/1.

- 1 JAN 1962
Vertaald
Overgemaakt aan de R. Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 21 novembre 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne l'admission du personnel soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes", a donné le 5 décembre 1961 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e november 1961 door de Minister van Post, Telegraaf en Telefoon verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot invoering van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, met betrekking tot de toelating van het personeel onderworpen aan de beschikkingen van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen", heeft de 5e december 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de pourvoir à l'exécution partielle de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Il organise l'accession des anciens agents de carrière d'Afrique aux emplois d'auxiliaire de l'Administration des postes.

Les règles proposées sont adaptées au régime de recrutement particulier prévu par l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes.

Le projet appelle les observations suivantes :

Au préambule le troisième référant devrait être omis.

Article 1er.

Il est plus conforme aux termes de l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, et aussi plus correct, de lire : "un emploi d'auxiliaire" au lieu d'"un emploi auxiliaire". Ceci vaut également pour l'article 2, où il faut lire : "les emplois d'auxiliaire de l'Administration des postes", ainsi que pour l'article 3, alinéa 1er.

.../...

Article 2.

Il est proposé de lire "cette loi" au lieu de "ladite loi".

Article 3.

Ce n'est que lorsque la pratique professionnelle est exigée de tous les candidats comme condition d'admission aux emplois à conférer, que la preuve de pareille pratique peut être imposée aux candidats aux emplois réservés. Il est indiqué de le souligner dans le texte.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui contient quelques modifications de forme qui ne requièrent aucun commentaire :

"Article 3.-

Les candidats aux emplois d'auxiliaire réservés ne doivent subir aucune épreuve d'admission.

Toutefois, le Ministre ayant l'Administration des postes dans ses attributions peut, de commun accord avec le secrétaire permanent au recrutement, leur imposer de faire la preuve de la pratique professionnelle requise dans les cas, selon les moyens et suivant les règles dont il est juge".

.../...

Article 4.

L'article 4 du projet détermine le mode selon lequel les candidats bénéficiaires de l'article 6, § 2, de la loi du 27 juillet 1961 seront classés suivant l'ordre de préférence prévu par l'article 6, § 1er, alinéa 5, de cette loi.

Le projet tient compte des règles particulières qui sont énoncées à l'article 6 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 et qui sont fondées sur le caractère particulier de l'emploi d'auxiliaire de la poste et sur les circonstances spéciales dans lesquelles ces emplois sont exercés.

Il s'agit des règles qui prévoient la répartition des candidats entre les différentes directions régionales et l'Office des chèques postaux, selon le choix que ces candidats ont fait lors de la présentation de leur candidature, préalablement à leur classement.

L'application de ces règles aux candidats aux emplois réservés est prévue au projet par les termes "dans les conditions prévues à l'article 6 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes".

Il serait souhaitable de le dire plus clairement.

.../...

D'autre part, puisque l'arrêté royal du 22 octobre 1960 a déjà été mentionné avec son intitulé dans l'article 1er du projet - de sorte qu'aucun doute ne peut exister quant à la réglementation visée - , l'intitulé dudit arrêté royal ne doit plus être répété par la suite.

Les termes "sub 1° et 2°" à l'alinéa 3 sont repris de l'arrêté royal du 6 octobre 1961. Il faut cependant lire : "sub 2° et 3°". Si les termes "sub 1° et 2°" figurent à l'arrêté royal du 6 octobre, c'est à la suite d'une erreur de dactylographie qui s'est glissée dans le texte que le Conseil d'Etat a proposé in fine de son avis L.7627/1, pour lequel le Gouvernement avait réclamé le bénéfice de l'urgence.

Article 5.

Le mode particulier selon lequel les auxiliaires de l'Administration des postes sont recrutés justifie l'admission, sans limitation du nombre, des candidats bénéficiaires de l'article 6, § 2, de la loi du 27 juillet 1961 dans les réserves de recrutement.

Selon la déclaration formelle du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique à la Commission du Sénat (Doc . parl. S.E. 1961, Sénat, n°124, p.4), les réserves de recrutement existant dans les administrations belges ne pourront être invoquées contre l'établissement des quota prévus par la loi.

.../...

La constitution de réserves de recrutement à l'intention des bénéficiaires de l'article 6, § 2, de la loi du 27 juillet 1961 est donc obligatoire. Tant qu'il n'y aura pas eu d'appel aux candidats en vue de la constitution de ces réserves particulières et que les candidats ayant répondu à cet appel n'auront pas été classés dans celles-ci, l'Administration des postes ne peut conférer des emplois d'auxiliaire sans enfreindre la loi du 27 juillet 1961.

En vue d'assurer une application immédiate et complète de la loi du 27 juillet 1961, l'obligation de constituer, sans délai, des réserves de recrutement pour les bénéficiaires de cette loi, à côté des réserves de recrutement prévues au titre II de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, devrait être soulignée dans le texte.

L'Administration des postes aura, par la suite, l'obligation de procéder régulièrement à des appels aux candidats en vue de compléter ces réserves particulières.

Il est évident que seuls les candidats qui remplissent toutes les conditions d'admission requises peuvent être admis dans les réserves de recrutement. En vue d'éviter toute équivoque, il serait utile de le préciser dans le texte.

.../...

La disposition de l'article 5, alinéa 1er, du projet, complétée comme il est proposé ci-dessus, trouverait plus logiquement sa place avant les dispositions de l'article 4 du projet concernant le classement des candidats aux emplois réservés.

L'alinéa 2 de l'article 5 du projet concerne l'appel en service des candidats aux emplois réservés. Cet appel en fonction aura lieu dans les conditions générales prévues par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960.

Il serait bon que le projet prévoie l'application de cet article 7 en même temps que les adaptations nécessaires au cas particulier des bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1961.

Tel qu'il est rédigé au projet, le texte de cet article pourrait faire croire que les candidats aux emplois réservés seront appelés en service dès la clôture du procès-verbal établissant leur classement, alors qu'ils ne le seront qu'ultérieurement, selon les besoins du service.

L'obligation de constater dans un procès-verbal le classement des candidats aux emplois réservés dans un procès-verbal pourrait être inscrite dans une disposition finale de l'article qui concerne le classement.

.../...

Il est préférable que la disposition de l'alinéa 2 de l'article 5 du projet forme un article distinct.

\+

\+ \+

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé, pour les articles 4 et 5 du projet, le texte suivant :

"Article 4. (article 5, alinéa 1er, du projet, complété)

En vue du recrutement du personnel auxiliaire de l'Administration des postes, il est constitué, à côté des réserves de recrutement prévues au titre II de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, des réserves de recrutement dans lesquelles sont inscrits, sans limitation de nombre, les candidats bénéficiaires de l'article 6, § 2, de la loi du 27 juillet 1961 qui remplissent toutes les conditions d'admission requises.

Article 5. (article 4 et article 5, alinéa 2, partiellement, du projet).

En vue de leur classement dans ces réserves, les candidats sont répartis entre les différentes directions régionales et l'Office des chèques postaux, conformément à leur demande.

Ensuite, ils sont inscrits, dans l'ordre dans l'une des cinq listes prévues à l'article 5 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947. Dans la liste où ils ont été inscrits, ils sont classés dans

.../...

l'ordre de préférence établi selon le nombre total de points obtenus suivant les barèmes ci-après :

1° ... (
2° ... (comme au projet.
3° ... (

En ce qui concerne les points attribués sub 2° et 3°, le calcul se fait sur la base de la situation à la date de clôture de l'inscription des candidats.

En cas d'égalité de points, la priorité est accordée au candidat le plus âgé.

Ce classement est constaté dans un procès-verbal.

Article 6. (article 5, alinéa 2, du projet, complété)

Les candidats aux emplois réservés, admis dans les réserves de recrutement prévues à l'article 4 du présent arrêté, sont appelés en fonction selon les modalités prévues à l'article 7 de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, et dans les limites du quota réservé. Toutefois, ils sont appelés en service suivant l'ordre de leur classement établi conformément à l'article 5 du présent arrêté; en cas d'application de l'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, l'ordre du classement commun est établi d'après la date de leur admission dans les réserves de recrutement prévues à l'article 4 du présent arrêté".

.../...

Article 6.

Pour déterminer quand et comment est constitué le quota réservé, il importe de tenir compte des modalités particulières selon lesquelles les auxiliaires de l'Administration des postes sont recrutés.

Ainsi, ce quota sera constitué à l'occasion de chaque appel en service de candidats inscrits dans les réserves de recrutement, et il sera calculé dans les limites de chaque direction régionale ou de l'Office des chèques postaux séparément.

Cette manière de calculer le quota réservé est conforme à la volonté du législateur de voir les règles relatives à la réservation d'une proportion des emplois vacants dans les services publics au profit des anciens agents de carrière d'Afrique appliquées dans le respect des procédures et des modalités de recrutement prévues par les différents statuts.

Eu égard à l'intitulé précis du projet, on peut supprimer ici l'intitulé de la loi du 27 juillet 1961 qui est, du reste, rappelé à l'article 1er.

L'alinéa 2 de l'article 6 tend à régler le problème du calcul du quota réservé lorsque le nombre d'emplois à conférer dans le cadre d'une direction régionale ou dans le cadre de l'Office des chèques postaux est un nombre impair.

.../...

La règle qui y est énoncée est celle qui est prévue à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1961; elle devrait être formulée d'une manière plus appropriée.

Il est proposé de rédiger comme suit l'article 6 du projet (qui deviendrait l'article 7) :

"Article 7. (article 6 du projet)

Le quota réservé de 50 p.c. fixé à l'article 6, § 2, de la loi du 27 juillet 1961 est constitué chaque fois qu'il est procédé à un appel en service; ce quota est calculé par direction régionale ou pour l'Office des chèques postaux séparément.

Lorsque le nombre des emplois sur base duquel il doit être calculé est un nombre impair, le quota réservé est porté à l'unité immédiatement inférieure à la moitié de ce nombre, à moins que lors de l'appel antérieur en service dans la même direction régionale ou à l'Office des chèques postaux, selon le cas, cet aménagement du quota ait déjà eu lieu en faveur d'une personne qui ne bénéficiait pas de la loi du 27 juillet 1961".

Article 7.

De cette disposition combinée avec celles de l'article 5 du projet, tel que le Conseil d'Etat propose de le modifier, il résulte que si, au moment où elle veut procéder à un appel en service,

.../...

l'Administration des postes s'aperçoit qu'il n'existe plus de réserves de candidats bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1961, elle est tenue, au préalable, de faire un appel à ces candidats en vue de la constitution de nouvelles réserves de recrutement.

Pour cet article 7, qui deviendrait donc l'article 8, la rédaction suivante est proposée :

"Article 8. (article 7 du projet)

Si, lors d'un appel en service, le nombre de candidats inscrits dans les réserves de recrutement prévues à l'article 4 qui acceptent les emplois proposés, est inférieur au nombre d'emplois réservés à conférer, les emplois en excédent sont ajoutés au quota des emplois non réservés".

Si le Gouvernement ne se ralliait pas à cette proposition, il lui appartiendrait, en tout cas, de remplacer les termes "candidats prioritaires" par "candidats bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1961".

\+

\+ \+

Eu égard au caractère urgent du projet, le Conseil d'Etat suggère de le compléter par une disposition prévoyant son entrée en vigueur à la date de sa publication au Moniteur belge.

Het ontwerp strekt tot gedeeltelijke uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika.

Het regelt de toegang van het gewezen beroepspersoneel van Afrika tot betrekkingen van hulpkracht bij het Bestuur der posterijen.

De voorgestelde regelen zijn aangepast aan de bijzondere aanwervingsregeling van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen.

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

In de aanhef dient de derde verwijzing te vervallen.

Artikel 1.

Beter in overeenstemming met de tekst van artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 en ook correcter schrijve men "een betrekking van hulpkracht als bepaald" in plaats van "de betrekking van hulpkracht bepaald".

.../...

Artikel 2.

Men leze "deze wet" in plaats van "genoemde wet".

Artikel 3.

Alleen wanneer de beroepspraktijk voor alle kandidaten een voorwaarde is voor toelating tot de te begeven betrekkingen, kunnen de kandidaten voor voorbehouden betrekkingen verplicht worden het bewijs van zulk een praktijk te leveren. Hierop dient in de tekst te worden gewezen.

De Raad van State stelt de volgende tekst voor, waarin ook enkele niet nader te commentariëren vormwijzigingen zijn aangebracht :

"Artikel 3.-

De kandidaten voor voorbehouden betrekkingen van hulpkracht hoeven geen toelatingsexamen af te leggen.

Nochtans kan de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der posterijen behoort, in onderlinge overeenstemming met de vaste wervingssecretaris, hen het bewijs van de vereiste beroepspraktijk doen leveren in de gevallen, met de middelen en volgens de regelen die hem ter beoordeling staan".

.../...

Artikel 4.

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt op welke wijze de kandidaten die het voordeel genieten van artikel 6, § 2, van de wet van 27 juli 1961, zullen worden gerangschikt naar de in artikel 6, § 1, vijfde lid, van die wet bepaalde rangorde.

Het ontwerp houdt rekening met de bijzondere regelen van artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960, welke ervan uitgaan dat de betrekking van hulpkracht bij het Bestuur der posterijen een speciale betrekking is, die onder speciale omstandigheden wordt uitgeoefend.

Bedoeld worden de regelen, volgens welke de kandidaten vóór hun rangschikking, over de gewestelijke directies en het Bestuur der postchecks worden verdeeld volgens de keuze die zij bij het indienen van hun kandidatuur hebben gedaan.

In de toepassing van die regelen op de kandidaten voor voorbehouden betrekkingen voorziet het ontwerp in de volgende bewoordingen:"in de voorwaarden voorzien bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen".

.../...

Het ware verkieslijk dit duidelijker te zeggen.

Het opschrift van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 is reeds in artikel 1 van het ontwerp aangehaald ; aangezien dus geen twijfel kan bestaan welke regeling worât bedoeld, hoeft het niet telkens te worden herhaald.

In het derde lid staat, in plaats van "onder 2° en 3°", verkeerdelijk "onder 1° en 2°". Dit is overgenomen uit het koninklijk besluit van 6 oktober 1961. Daar is het echter ingeslopen ten gevolge van een tikfout in de tekst die de Raad van State aan het slot van zijn spoedadvies L. 7627/1 had voorgesteld.

Artikel 5.

De bijzondere wijze van aanwerving van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen wettigt de onbeperkte opneming in de wervingsreserves van op toepassing van artikel 6, § 2, van de wet van 27 juli 1961 gerechtigde kandidaten.

Naar de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt in de Senaatscommissie uitdrukkelijk heeft verklaard (Gedr. St., B.Z. 1961, Senaat, nr 124, blz. 4), zal het bestaan van een wervingsreserve bij de Belgische besturen niet kunnen worden aangevoerd tegen de vaststelling van de bij de nieuwe wetgeving ingevoerde quota's.

. ../...

Het aanleggen van wervingsreserves ten behoeve van degenen die aanspraak hebben op het voordeel van artikel 6, § 2, van de wet van 27 juli 1961 is dus verplicht. Zolang er geen oproep tot kandidaten is gedaan voor het aanleggen van die bijzondere reserves en zolang de kandidaten die de oproep hebben beantwoord, in die reserves niet zijn gerangschikt, kan het Bestuur der posterijen geen hulpkrachten benoemen zonder de wet van 27 juli 1961 te overtreden.

Met het oog op een onmiddellijke en volledige toepassing van de wet van 27 juli 1961 ,zou in de tekst de nadruk moeten worden gelegd op de verplichting om onverwijld wervingsreserves aan te leggen voor de gerechtigden op het voordeel van die wet, naast de wervingsreserves bedoeld in titel II van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960.

Het Bestuur der posterijen zal nadien verplicht zijn, geregeld kandidaten op te roepen om die bijzondere reserves aan te vullen.

Het spreekt vanzelf, dat alleen kandidaten die aan alle toelatingsvereisten voldoen, in de wervingsreserves kunnen worden opgenomen. Om dubbelzinnigheid te voorkomen, ware het dienstig dit met zoveel woorden in de tekst te zeggen.

.../...

De bepaling van artikel 5, eerste lid, van het ontwerp, aangevuld zoals hiervoren is voorgesteld, zou een logischer plaats vinden vóór de bepalingen van artikel 4 betreffende de rangschikking van de kandidaten voor voorbehouden betrekkingen.

Het tweede lid van artikel 5 handelt over het in dienst roepen van de kandidaten voor voorbehouden betrekkingen. Dit zal geschieden overeenkomstig de algemene voorwaarden bepaald in artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960.

Het ware goed dat het ontwerp kon voorzien in de toepassing van genoemd artikel 7 en tevens in de nodige aanpassingen aan het bijzonder geval van de gerechtigden van de wet van 27 juli 1961.

Zoals hij in het ontwerp is gesteld, kan die tekst de indruk wekken, dat de kandidaten voor voorbehouden betrekkingen in dienst zullen worden geroepen dadelijk na het afsluiten van het proces-verbaal dat hun rangschikking bepaalt, terwijl die oproeping in feite eerst later zal geschieden, volgens de behoeften van de dienst.

De verplichting om de rangschikking van de kandidaten voor voorbehouden betrekkingen vast te stellen in een proces-verbaal, zou kunnen worden opgenomen in een slotbepaling van het artikel betreffende de rangschikking.

.../...

Het verdient aanbeveling, van de bepaling die het tweede lid van artikel 5 van het ontwerp vormt, een afzonderlijk artikel te maken.

\+

\+ +

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen, wordt voor de artikelen 4 en 5 van het ontwerp de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4 (artikel 5, eerste lid, van het ontwerp, aangevuld).

Met het oog op de aanwerving van hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen, worden, behalve de in titel II van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 bepaalde wervingsreserves, ook wervingsreserves aangelegd waarin de kandidaten die het voordeel genieten van artikel 6, § 2, van de wet van 27 juli 1961 en aan alle toelatingsvereisten voldoen, zonder beperking van aantal worden opgenomen.

Artikel 5 (artikel 4 en artikel 5, tweede lid, partim, van het ontwerp).

Met het oog op hun rangschikking in die reserves, worden de kandidaten overeenkomstig hun verzoek verdeeld over de gewestelijke directies en het Bestuur der postchecks.

.../...

Vervolgens worden zij in de volgorde ingeschreven op één van de vijf lijsten bedoeld in artikel 5 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947. Op de lijst waarop zij zijn ingeschreven, worden zij gerangschikt naar een orde van voorrang, bepaald volgens het op de hierna aangegeven voet behaalde totaal aantal punten :

1° ...)
2° ...(...(zoals in het ontwerp) ...
3° ...(

De onder 2° en 3° te verlenen punten worden berekend naar de toestand op de dag waarop de inschrijving van de kandidaten wordt afgesloten.

Bij gelijke punten gaat de oudste kandidaat voor.

Deze rangschikking wordt in een procesverbaal vastgesteld.

Artikel 6 (artikel 5, tweede lid, van het ontwerp, aangevuld).

De kandidaten voor voorbehouden betrekkingen, die worden opgenomen in de in artikel 4 van dit besluit bedoelde wervingsreserves, worden in dienst geroepen volgens de regelen bepaald in artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 en zover het voorbehouden quotum strekt. Zij worden echter in dienst geroepen naar de orde van hun rangschikking,

.../...

vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van het tegenwoordige besluit ; wordt artikel 7, derde lid, van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 toegepast, dan wordt de volgorde van de gemeenschappelijke rangschikking vastgesteld volgens de datum van hun opneming in de wervingsreserves bedoeld in artikel 4 van het tegenwoordige besluit".

Artikel 6.

Om vast te stellen wanneer en hoe het voorbehouden quota wordt bepaald, moet rekening worden gehouden met de bijzondere regelen volgens welke de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen worden aangeworven.

Zo zal dit quota worden vastgesteld naar aanleiding van iedere indienstroeping van de in de wervingsreserves ingeschreven kandidaten, en zal het binnen de grenzen van iedere gewestelijke directie of van het Bestuur der postchecks afzonderlijk worden berekend.

Deze wijze van berekening van het voorbehouden quota beantwoordt aan de wil van de wetgever om de regelen betreffende het voorbehouden van een percentage van de vacante betrekkingen in de openbare besturen ten behoeve van het gewezen beroepspersoneel van Afrika, toegepast te zien met inachtneming van de wervingsprocedures en -regelingen die in de onderscheiden statuten zijn vastgesteld.

.../...

Het opschrift van het ontwerp is nauwkeurig gesteld, zodat het opschrift van de wet van 27 juli 1961, dat overigens in artikel 1 wordt herhaald, hier kan vervallen.

Het tweede lid van artikel 6 regelt de berekening van het voorbehouden quota wanneer in het kader van een gewestelijke directie of van het Bestuur der postchecks een oneven getal betrekkingen te begeven zijn.

De hier gestelde regel is die van artikel 6, § 1, eerste lid, van de wet van 27 juli 1961 ; een beter aangepaste formulering is hier nodig.

Voorgesteld wordt, artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 7 wordt) te lezen als volgt :

"Artikel 7.(artikel 6 van het ontwerp).

Het bij artikel 6, § 2, van de wet van 27 juli 1961 vastgestelde voorbehouden quota van 50 t.h. wordt bij iedere indienstroeping gevormd ; het wordt voor iedere gewestelijke directie of voor het Bestuur der postchecks afzonderlijk berekend.

Wanneer het getal betrekkingen waarop het voorbehouden quota moet worden berekend, oneven is, wordt het gebracht tot de eenheid die onmiddellijk lager ligt dan de helft van dit getal, tenzij

.../...

bij de vorige indienstroeping bij dezelfde gewestelijke directie of bij het Bestuur der postchecks, naar gelang van het geval, het quota reeds is aangepast geworden ten behoeve van iemand die het voordeel van de wet van 27 juli 1961 niet genoot".

Artikel 7.

Uit artikel 7 juncto artikel 5 van het ontwerp, zoals de Raad van State voorstelt het te wijzigen, blijkt dat het Bestuur der posterijen, indien het naar aanleiding van een indienstroeping vaststelt, dat er geen op de wet van 27 juli 1961 gerechtigde reserve-kandidaten meer zijn, vooraf een oproep tot zodanige kandidaten moet richten ten einde nieuwe wervingsreserves aan te leggen.

Voor dit artikel 7 (dat dus artikel 8 wordt) wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 8 (artikel 7 van het ontwerp).

Zijn er bij een indienstroeping minder in de wervingsreserves volgens artikel 4 ingeschreven kandidaten die de aangeboden betrekkingen aanvaarden dan er voorbehouden betrekkingen te begeven zijn, dan worden de overblijvende betrekkingen aan het niet voorbehouden quota toegevoegd".

.../...

Mocht de Regering op dit voorstel niet ingaan, dan vervange men in ieder geval de woorden "het aantal der kandidaten prioriteitsgerechtigden krachtens de wet van 27 juli 1961" door de woorden "het aantal kandidaten die het voordeel van de wet van 27 juli 1961 genieten".

\+

\+ \+

Gelet op de spoed die met het ontwerp is gemoeid, stelt de Raad van State voor, het aan te vullen met een bepaling die het in werking doet treden de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

A.BERNARD, assesseurs de la section de législation,
F.DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.G.TACQ, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.G.TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.